



## Violences policières contre les journalistes : la liberté d'informer menacée

A la suite des nombreux incidents liés à la gestion calamiteuse des manifestations de samedi par les forces de l'ordre, qui ont engendré de nombreux blessés parmi les journalistes de terrain, reporters et photographes, l'ensemble des organisations syndicales représentatives des journalistes (SNJ – SNJ-CGT – CFDT-Journalistes – SGJ-FO) ont décidé, comme le 26 novembre dernier, avec l'appui de la fédération européenne (FEJ) et de la fédération internationale des journalistes (FIJ), de publier une nouvelle alerte sur la plateforme de signalement du Conseil de l'Europe.

Les syndicats français de journalistes dénoncent et condamnent avec la plus grande fermeté les dérapages inadmissibles des forces de police, notamment à Paris, exigent des explications de la préfecture de police, du ministère de l'Intérieur, et du gouvernement, sur les consignes qui ont été données pour en arriver à cette situation.

Alors que le recensement de l'ensemble de ces événements est en cours, les syndicats français de journalistes recommandent à tous les reporters victimes d'agissements anormaux de déposer plainte et/ou d'effectuer les signalements nécessaires auprès de l'Inspection générale de la police nationale. Le matériel de protection des journalistes, saisi par les forces de l'ordre, doit être restitué.

Dès 8 heures du matin, samedi, de nombreux photographes de presse, clairement identifiés comme tels, se sont fait confisquer leur équipement de protection individuel (casques, lunettes et masque à gaz), parfois sous la menace d'une garde à vue. Ce qui a eu pour effet d'empêcher certains reporters de faire leur travail.

Les événements les plus graves se sont produits dans le secteur des Champs-Élysées. En fin de matinée, deux photographes du quotidien *Le Parisien* ont été visés par des tirs de flash-ball, dont l'un d'eux, touché dans le dos à deux mètres, a brièvement perdu connaissance. Un reporter photographe du *Journal du Dimanche* a été hospitalisé pour une fracture à la main, après avoir été frappé à deux reprises par un CRS, bien que portant un brassard presse. Un autre photographe a eu deux doigts cassés après avoir reçu un projectile des forces de l'ordre boulevard de Courcelles à Paris, et une quinzaine de témoignages de confrères mis en joue, pris pour cibles parfois intentionnellement, commotionnés ou molestés par les forces de l'ordre nous sont remontés ces dernières heures, y compris de Bordeaux (Reuters) ou du Puy (AFP).

Les syndicats de journalistes avaient déjà signalé au ministère de l'Intérieur les précédents incidents du 1<sup>er</sup> décembre, déjà sur les Champs-Élysées (matériel cassé) et du 14 novembre à Marseille (journalistes matraqués). Pour quel résultat !

Face à cette situation inédite pour la profession, confrontée à une violence grandissante, les syndicats de journalistes demandent au gouvernement de faire toute la lumière sur ces événements, de prendre les mesures nécessaires pour qu'ils ne se reproduisent pas. Il est totalement inacceptable, dans un pays démocratique et dans un état de droit, que les pouvoirs publics ne garantissent pas la liberté d'informer.

Les syndicats de journalistes demandent à être reçus en urgence par le Président de la République.

Le 10/12/2018